

Sud-Soudan : guerre tribale, Jihad islamique ou genèse de la nation ?

Marc LAVERGNE
URBAMA/CNRS

Le Sud-Soudan, entité délimitée par les Britanniques et maintenue séparée du nord du pays presque jusqu'à leur départ, est depuis 1955 le théâtre d'une rébellion contre le gouvernement central¹. Peuplé de tribus animistes en partie christianisées depuis le début du siècle, il hésite entre la sécession pure et simple et différentes formules d'association au Nord. Mais la guerre a conduit des millions de Sudistes à fuir leur pays et à se réfugier dans les pays voisins, ou dans les grandes villes du Nord².

Le territoire du Sud est-il contenu dans ses frontières héritées, ou bien est-il aussi "un territoire sans réalité spatiale", pour les nouvelles générations de Sudistes qui naissent dans les camps et les bidonvilles de la capitale, loin des savanes et des cattle-camps du Sud ? D'autre part, s'il est entendu que comme partout ailleurs dans le monde – et de manière plus visible en Afrique, où les coupures sont encore fraîches – les frontières du Sud-Soudan tranchent à travers des ethnies (à cheval sur la République Centrafricaine, le Zaïre, l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie), la frontière même avec le nord du pays ne sépare pas des cultures diamétralement opposées. Elle trace une ligne là où se reconnaît plutôt un espace de transition graduée.

A travers le sens que l'on donne au territoire sud-soudanais, il est possible de qualifier le conflit sud-soudanais et de faire la part de ce qui relève des guerres tribales (sous une forme modernisée, où le groupe est mobilisé par des forces et pour des objectifs qui, derrière les apparences, ne sont plus ceux d'antan), du jihad islamique – que proclame le gouvernement central (de façon implicite comme par le passé, ou explicite sous le gouvernement islamiste actuel) – ou bien de la genèse d'une nation soudanaise pluriethnique. La guerre a-t-elle accéléré les brassages humains et culturels, et généré une culture nationale, à dominante urbaine, en phase avec une "culture-monde", face aux proto-cultures nationales fondées sur des appartenances tribo-confrériques ou régionales ?

I – Une guerre tribale ?

Certes, le Sud-Soudan rassemble sur son territoire une cinquantaine de ce qu'il est convenu d'appeler des ethnies³. Certaines d'entre elles sont de taille imposante : 2 millions pour les Dinka, 0,5 million pour les Nouer, les Zandé, etc.

Carte 1

¹Sur les racines et le déroulement de cette guerre jusqu'en 1989, lire Prunier, Gérard, 1989, "Le Sud-Soudan depuis l'indépendance (1956-1989)", pages 381 à 426, dans *Le Soudan contemporain* (sous la direction de Marc Lavergne), Karthala, 625 pages.

²Voir les rapports annuels de Médecins Sans Frontières, 1992, *Populations en danger*, Hachette; 1993, *Face aux crises*, Hachette; 1995, *Populations en danger*, La Découverte; Salah ed-Din Shazali, 1993, "Le coût humain de la guerre civile", pages 153 à 174, *Egypte/monde arabe*, n° 15-16, CEDEJ, Le Caire; Voir également Human Rights Watch Africa, 1994, *Civilian Devastation; Abuses by all Parties in the War in Southern Sudan*, New York.

³ Voir la critique de cette notion au Soudan dans *Ethnicity, Conflict and National Integration in the Sudan* (sous la direction de Sayyid Hurreiz et El Fatih A. Abdel Salam), Université de Khartoum, 1989, 372 pages + index.

Certaines de ces ethnies sont nomades, d'autres sédentaires. Elles sont divisées en fractions, en clans souvent opposés pour le contrôle des pâturages, par exemple.

Carte 2

Une abondante littérature coloniale s'est attachée à décrire leur fonctionnement⁴. Certains groupes sont très hiérarchisés, avec un pouvoir central héréditaire, comme chez les Shillouk, d'autres sont acéphales, comme les Dinka et les Nouer; leur dynamisme est variable : les Zandé, hier conquérants, installés aux marges du Zaïre, de la RCA et du Soudan, où ils sont arrivés au XVII^{ème} siècle, et où ils ont plus ou moins absorbé les petits groupes locaux de la forêt, sont aujourd'hui en plein déclin⁵; en revanche les multiples clans Dinka ont pris une place centrale dans l'élite sudiste, en investissant le système éducatif, l'armée, la politique et les professions modernes. On a pu parler, à propos du gouvernement régional autonome du Sud-Soudan de 1972 à 1983 d'une véritable "Dinkacratie", ce qui a provoqué en retour, de la part des petits groupes ethniques d'Equatoria, une demande de redivision du Sud (la "kokora"), en contradiction avec les Accords de paix d'Addis-Abeba de 1972.

Entre les luttes des éléments "modernes" de la société sudiste pour le pouvoir et les postes qui lui sont attachés, et les guerres claniques traditionnelles pour les pâturages et l'eau, il est difficile de concevoir la naissance d'un État, a fortiori d'une nation sud-soudanaise. A la lutte pour la sécession menée principalement par les petits groupes "équatoriens" de 1955 à 1972 (les "Anyanya") qui s'est soldée par l'octroi de l'autonomie au Sud, a donc succédé à partir de 1983 la lutte de la *Sudan People's Liberation Army* (SPLA), sous le commandement d'un Dinka, le Colonel John Garang, en faveur d'un Soudan laïque et fédéral. Mais les vellétés de certains dirigeants de faire jouer les ressorts ethniques pour se lancer dans des aventures personnelles de prise du pouvoir ou de négociations séparées avec le pouvoir central de Khartoum resurgissent occasionnellement.

Du côté du Nord "arabo-musulman" également, le mythe de l'unité culturelle doit faire face à une grande diversité :

- des modes de vie (paysans oasiens de la vallée du Nil, nomades vachers ou chameliers de la steppe et du désert, paysans africains des montagnes, agro-pasteurs de la bande sahélienne, etc.);
- des langues (aux côtés des dialectes arabes subsistent des langues négro-africaines, nilo-hamitiques ou couchitiques);
- et même des pratiques religieuses (une cinquantaine de confréries musulmanes forment l'ossature de l'islam populaire, bousculées au XIX^{ème} siècle par le mouvement messianique du mahdisme, et aujourd'hui par l'islam fondamentaliste, sous ses différentes formes⁶).

Le SPLA fonde son mouvement sur la contestation de la domination de cette mosaïque par un groupe, constitué des éléments qui, dans les tribus de la vallée et de l'entre-deux fleuves, ont été privilégiés par les Britanniques, et ont monopolisé les positions de pouvoir dans le Soudan moderne : pouvoir politique, économique et culturel, qui fait d'eux la référence, le modèle autour duquel les autres groupes sont censés se définir. Loin d'opposer le Sud au Nord, l'analyse du SPLA oppose à ce centre privilégié (les "*awlad el-balad*", litt. les enfants du pays), une périphérie, comprenant non seulement le Sud, mais aussi le Nord, l'Est et l'Ouest, défavorisés en termes d'infrastructures, d'investissements productifs, écartés du pouvoir, et dont les cultures sont méprisées. Le facteur tribal a bien été mobilisé par les acteurs du conflit,

⁴ Voir les travaux d'Evans-Pritchard sur les Zandé et les Nuer.

⁵ Wani Gore, Paul, 1983, *Population Decline in South-Sestern Sudan : The Case of the Azande*, DSRC, University of Khartoum, 36 P.

⁶ Se référer à l'ouvrage classique de Trimmingham, J.S., *Islam in the Sudan*, Frank Cass and Co, Londres, 1ère éd. 1949, 268 pages.

gouvernement d'un côté, rébellion de l'autre, mais avec des effets désastreux sur le plan humain et politique. A partir de 1986, l'armée gouvernementale, qui subissait de cuisants revers face au SPLA, a créé, sous l'égide du Cabinet parlementaire de Sadiq el-Mahdi, des milices tribales destinées à épauler l'armée sur le terrain. Ces milices étaient de deux sortes :

– d'une part, des milices nordistes (les "mourahilin")⁷, recrutées parmi les jeunes des tribus de pasteurs bovins arabisés et islamisés de la steppe, les "Baggara". Ces tribus, victimes de la désertification de leurs terres de parcours au Nord, ont été équipées d'armes automatiques et lancées à l'assaut des communautés Dinka du Bahr el-Ghazal, installées sur des pâturages plus méridionaux, donc plus verts. Ces razzias ont dévasté le pays Dinka, faisant environ 300 000 victimes entre 1986 et 1989, et des centaines de milliers de réfugiés dans les villes du Nord et les pays voisins;

– d'autre part, des milices sudistes ont été recrutées dans les tribus ou les clans qui avaient à souffrir de la suprématie dinka : Fertit dans le Bahr el-Ghazal, Mundari en Ekuatoria, Anuak dans le Haut-Nil...

Malgré ses effets dévastateurs sur le plan humain (réapparition de l'esclavage, politique de la terre brûlée, vols du bétail...), cette politique a fait long feu : aujourd'hui, alors que la guerre fait rage, les milices tribales se sont dissoutes ou ont perdu de leur agressivité.

Carte 3

Carte 4

La raison de cette pacification provient de la prise de conscience, chez les chefs traditionnels baggara comme chez ceux des tribus sudistes, que la complémentarité des systèmes économiques tribaux rendait toute destruction de l'Autre suicidaire⁸.

Les chefs baggara, qui avaient dû laisser les jeunes faire le coup de feu contre les Dinka désarmés, ont repris leur ascendant sur eux lorsqu'ils se sont aperçus qu'ils avaient été utilisés par le pouvoir central et les marchands de bestiaux de la capitale. En attaquant les Dinka, auxquels ils étaient liés par des accords de partage des pâturages en saison sèche – lorsque leurs transhumances les font descendre du nord – ils avaient mis en danger leurs propres troupeaux : le SPLA était venu à la rescousse des pasteurs dinka et interdisait désormais aux Baggara l'accès des puits et des herbages.

Entre leur appartenance socio-culturelle arabo-musulmane qui les lie au Nord (adeptes du mahdisme, dont ils constituent le bras armé depuis le XIX^{ème} siècle, ils sont même partisans d'un islam rigoureux) et leur condition de pasteurs bovins qui les lie aux pâturages du Sud et aux pasteurs sudistes de la savane, les chefs traditionnels des milices ont choisi la survie du troupeau, et rétabli à la fois leur autorité sur les clans et les bonnes relations avec les Dinka, lors de cérémonies rituelles de pacification.

Autre exemple : en 1991, une scission intervient au sein du SPLA, où des commandants nouer rejettent l'autorité de John Garang et contestent son refus de l'indépendance du Sud. Les bataillons nouer dévastent alors les territoires dinka du Haut-Nil, entre Bor et Kongor, faisant des milliers de morts, volant le bétail et brûlant les récoltes. A l'automne 1994, lors de la Conférence d'Akobo, les chefs traditionnels Nouer rétabliront leur autorité sur les commandants militaires de leur ethnie, responsables de la scission au sein du SPLA et des massacres de 1991, en les accusant d'être par là-même responsables de la disette dont souffraient les Nouer. En effet, ceux-ci, plus purement éleveurs que les Dinka, avaient l'habitude de s'approvisionner en

⁷ Alex de Waal, 1989, "Some comments on contemporary militants", in *Soudan : Histoire, idéologies, identités*, D. Hopwood, H. Blanchot et C. Dolmet, Ed. Ithaca Press, Oxford.

⁸Entretiens de l'auteur à Khartoum, octobre 1994 et avril 1995

grains dans les régions qui avaient été malencontreusement dévastées par leurs propres troupes. Les chefs exigèrent donc des commandants militaires qu'ils restaurent la confiance des clans Dinka de la région, pour reprendre avec eux les échanges traditionnels de laitages et de céréales⁹.

Aucune frontière, dans l'espace ou dans les esprits, ne peut donc séparer de manière artificielle à la fois les tribus sudistes les unes des autres, ni même le Nord du Sud du Soudan. Au lieu d'une frontière, on trouve là une large bande savano-steppique, où transhument des peuples de cultures différentes, mais de mode de vie similaires. Ils sont opposés à toute partition qui mettrait en péril leur survie, et donc à la politique de guerre à outrance du gouvernement, même s'ils représentent, dans le cas des Baggara, 70 % des forces du parti Oumma, dominant l'espace politique nord-soudanais. Cette inanité du recours au tribalisme montre bien a contrario, son manque de pertinence et de capacité à apporter une solution aux maux dont souffre l'Afrique aujourd'hui.

II – Un jihad islamique ?

L'idée sous-jacente à la politique agressive menée par Khartoum contre le Sud-Soudan depuis l'indépendance, et devenue explicite et revendiquée par le régime islamiste instauré en 1989, est que l'islamisation de cette région, comme celle de toute l'Afrique au Sud du Sahara, a été bloquée par la colonisation, mais qu'elle doit aujourd'hui reprendre¹⁰.

En réalité, cette croisade pour l'islam est un simple slogan, utilisé pour mobiliser les énergies du Nord et rassembler le soutien de l'ensemble de la Communauté islamique mondiale en faveur de la conquête du Sud; mais sur le terrain, elle repose beaucoup plus sur les relations de type esclavagiste entretenues par le Nord à l'égard du Sud africain donc considéré comme "inférieur". Dans des régions purement "africaines" du Nord, comme les monts Nouba, la profanation des mosquées, le massacre des imams par l'armée "islamique" de Khartoum montre que la religion n'est qu'un prétexte à une occupation, voire à un "nettoyage ethnique" de type colonial¹¹.

Cette conquête coloniale déguisée en "jihad" correspond à un "*Drang nach Süden*" des élites politico-économiques du Nord, en quête de "*Lebensraum*". Responsables de la désertification progressive du Nord par des pratiques culturelles prédatrices sur leurs grands domaines mécanisés, elles convoitent les terres fertiles et abondamment arrosées du Sud. Traversé par le Nil Blanc et ses affluents, le Sud recèle aussi de riches gisements de pétrole. Les peuples du Sud sont donc un obstacle à la mise en exploitation de ces étendues "vierges", qu'ils n'exploitent pas car leur économie repose sur la redistribution permanente et la circulation des richesses au sein du groupe. Le creusement du canal de Jonglei¹² a montré quelle résistance les sociétés "primitives" du Sud-Soudan pouvaient opposer à toute tentative de modifier autoritairement leur écosystème. Aussi leur élimination partielle peut-elle être souhaitable du point de vue des investisseurs potentiels, gouvernement soudanais, multinationales agro-alimentaires ou groupes financiers islamiques, d'autant que ces projets agricoles n'impliquent pas une forte utilisation de main d'œuvre, et que, comme pour la conquête de l'Amazonie par les paysans sans terre du Sertao et du Mato Grosso, on peut penser que parmi les petits agriculteurs de la bande sahéenne, beaucoup pourraient être tentés par l'aventure de la colonisation du Sud.

⁹ Je dois la relation de la conférence d'Akobo à Douglas Johnson (entretien à Oxford, janvier 1995).

¹⁰ Entretien à Khartoum avec Ghazi Salah ed-Din, alors Ministre d'Etat à la Présidence, janvier 1994.

¹¹ Voir Peter Nyot Kok, 1993, "Die Jihād-Konzeption der sudanesischen Armee", pages 167 à 188, *Wuquf*, n° 7-8, Hambourg.

¹² Sammani, Mohammed Osmon El-, 1984, *Jonglei Canal, Dynamics of planned change in the TWIC Area*, University of Khartoum.

La seconde guerre civile n'a été déclenchée, en mai 1983, que pour des motifs économiques : refus du gouvernement central de partager les futurs revenus pétroliers du Sud avec ses habitants, redivision de la région autonome du Sud pour affaiblir sa capacité de résistance, refus du canal de Jongléï creusé par les Grands Travaux de Marseille. Les lois "islamiques" du maréchal Nimeiri n'ayant été proclamées qu'en septembre de la même année, elles avaient exclu le Sud de leur champ d'application.

L'islamisation n'est guère que l'instrument idéologique de la conquête, devant parfaire celle des armes par celle des âmes, comme la christianisation l'a été pour les puissances coloniales européennes sur tous les continents, et au Sud-Soudan lui-même.

Carte 5

Un effet pervers de cet appel à la religion pour des appétits terrestres, et de cette pratique opposée à la lettre et à l'esprit du dogme, est de faire vaciller la conviction de bien des Soudanais du Nord dans la supériorité morale de leur foi, et de faire douter, bien au-delà des frontières du Soudan, de la sincérité des prétentions islamiques radicales du régime, au vu de ses pratiques inhumaines au Sud.

III – Genèse de la nation

Depuis le mouvement anyanya de la première guerre civile à la scission du SPLA en 1991, la tentation de l'indépendance, on l'a vu, n'a jamais été absente du combat des Sudistes; on peut même avancer qu'elle est le rêve de la plupart des combattants de base, dont la mémoire collective est emplie des exactions et du mépris des "Arabes" du Nord à leur égard. Pourtant, cette tentation a toujours été repoussée par les élites conscientes du Sud, pour les raisons évoquées plus haut : peur du tribalisme en l'absence d'une conscience unitaire autre que la résistance au Nord, et idée que les causes économique-politiques du conflit (le partage du pouvoir) l'emportaient de beaucoup sur une prétendue guerre de religion.

C'est ainsi que le SPLA, mouvement rebelle hégémonique, ne porte pas mention du Sud dans son acronyme, qu'il est ouvert aux opposants du Nord, que les Musulmans y côtoient les Chrétiens et que l'arabe, dans sa version créolisée du Sud, y est la langue de communication interethnique. En dépit de tous les griefs accumulés, le SPLA fait partie de l'Alliance Nationale Démocratique, aux côtés des grands partis confrériques musulmans qui dirigeaient le pays – et la guerre au Sud – jusqu'en 1989. Mais surtout, la guerre a provoqué de vastes brassages de population : on estime à 2 millions (un tiers du total) le nombre de Sudistes réfugiés au Nord, la moitié dans les villes et des campements de fortune proches du Sud, l'autre à Khartoum. La capitale (4 millions d'habitants en 1995 environ) compte donc un quart d'habitants sudistes¹³.

Il résulte de cet apport, malgré les efforts du gouvernement soudanais pour créer un cordon sanitaire autour de ces réfugiés, malmenés, harcelés et parqués dans des camps, de profondes mutations culturelles : aussi bien les déplacés qui sont venus se mettre l'abri dans les villes du Sud que ceux qui sont au Nord sont amenés par les circonstances à s'arabiser, sans que cela entraîne de leur part une adhésion aux thèses "arabo-musulmanes"¹⁴. Cette arabisation s'opère dans le cadre d'un processus complexe d'urbanisation, les jeunes nés ou grandis dans l'exil ayant perdu les repères de leurs parents, naguère encore pasteurs nomades dont la vie était tout entière tournée vers les soins du troupeau. Les bidonvilles, melting-pot des peuples du Sud, sont aussi le lieu où ils rencontrent des déclassés du Nord, nomades chameliers ou petits agriculteurs de la bande sahéenne dépouillés par la sécheresse. Il y naît une nouvelle culture

¹³ Lavergne, Marc, 1995, "L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et "droit à la ville"", *Annales de Géographie de l'Université Saint-Joseph*, vol. 16, Beyrouth, pages 75 à 115.

¹⁴ Voir Miller, Catherine, et Al-Amin Abu Manga, 1992, *Language Change and National Integration. Rural Migrants in Khartoum*, Khartoum University Press, 196 pages.

urbaine, qui infiltre peu à peu la ville, où se pratiquent les petits métiers de la survie, où les organisations caritatives ont leurs sièges, où les missions catholiques assurent une scolarisation, et par où passent les influences du monde extérieur. En retour, les sociétés nordistes découvrent concrètement l'existence de peuples différents, citoyens du même État : elles acquièrent la conviction que la séparation de la religion et de l'État est, après quarante ans de guerre civile sans issue, l'unique moyen de parvenir à la paix et de construire une nation soudanaise sur des bases stables.

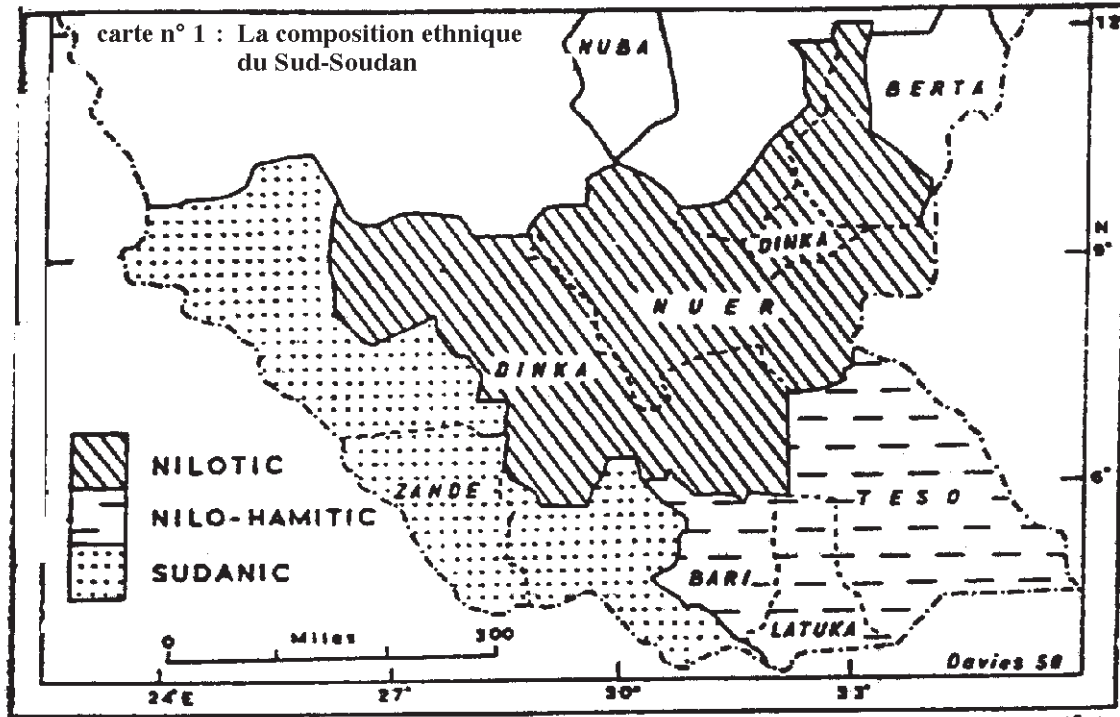
La guerre est donc un facteur puissant de détribalisation; mais si elle détruit (c'est même l'un de ses objectifs) les cultures du Sud, elle bouleverse aussi celles du Nord, dont la morale, les valeurs sociales fondées sur une conception "souple" de la religion musulmane sont ébranlées par la barbarie. La purification ethnique menée par le régime islamiste, tant dans les savanes du Bahr el-Ghazal que dans les camps de réfugiés et les bidonvilles de la capitale a échoué.

Conclusion : la fin du territoire ?

Le conflit a, au contraire, abouti à transfigurer le territoire : hier, la frontière entre le Nord et le Sud était nettement tracée sur la carte et dans les esprits : les Britanniques avaient décrété le Sud "closed districts" aux commerçants arabes et aux prosélytes musulmans, le livrant aux entreprises d'éducation et de conversion des missions chrétiennes. Aujourd'hui, les Sudistes contestent ces frontières tracées par le colonisateur : un groupe Dinka, les Ngok, a été indûment inclus dans le territoire du Nord (district d'Abyei); d'autre part, une myriade de petits groupes de paysans montagnards africains, les Nouba d'une part, les peuples du Sud-Founj de l'autre, à la lisière du Sud, sont rétifs à l'assimilation arabo-musulmane. Ils ont rejoint les forces du SPLA et demandent à lier leur sort au Sud : loin d'être une césure brutale, la frontière est bien une zone de transition insensible, dans une gradation des paysages sahélo-steppiques que ne vient rompre aucun accident du relief.

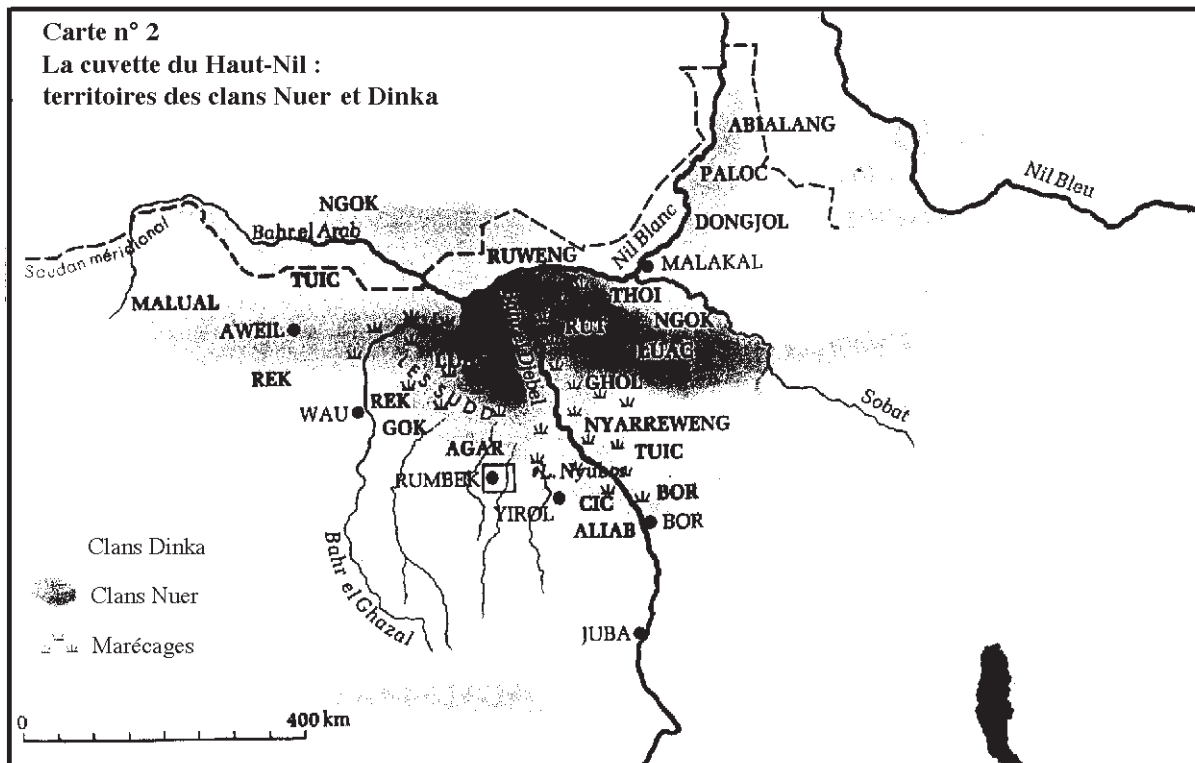
Les Sudistes, cantonnés par les Britanniques dans un véritable "zoo humain", ne connaissaient pour la plupart que les limites jalousement défendues de leur territoire tribal. Aujourd'hui, celui-ci a beaucoup perdu de son sens, avec la perte du bétail et des récoltes qu'il nourrissait; pour la population, dispersée entre différents exils, il n'est plus qu'une référence mythique. Le territoire se partage entre l'appartenance à l'entité du Sud en guerre, à la Chrétienté (dans la solidarité de laquelle il a souvent placé des espoirs démesurés), mais surtout, entre des territoires de la vie quotidienne, qui sont ceux des camps et des quartiers spontanés, où la vie se déroule entre assistance des ONG, débrouille individuelle et collective et répression des autorités. Il y a aussi le territoire de la ville, dominée par les valeurs arabo-musulmanes (y compris dans les villes occupées du Sud où fleurissent les mosquées), le territoire du Soudan auquel le sentiment d'appartenance grandit, du fait de l'omniprésence de l'État : les Sudistes sont nombreux dans l'armée gouvernementale et la police, et certains d'entre eux font même de la figuration au sein du gouvernement.

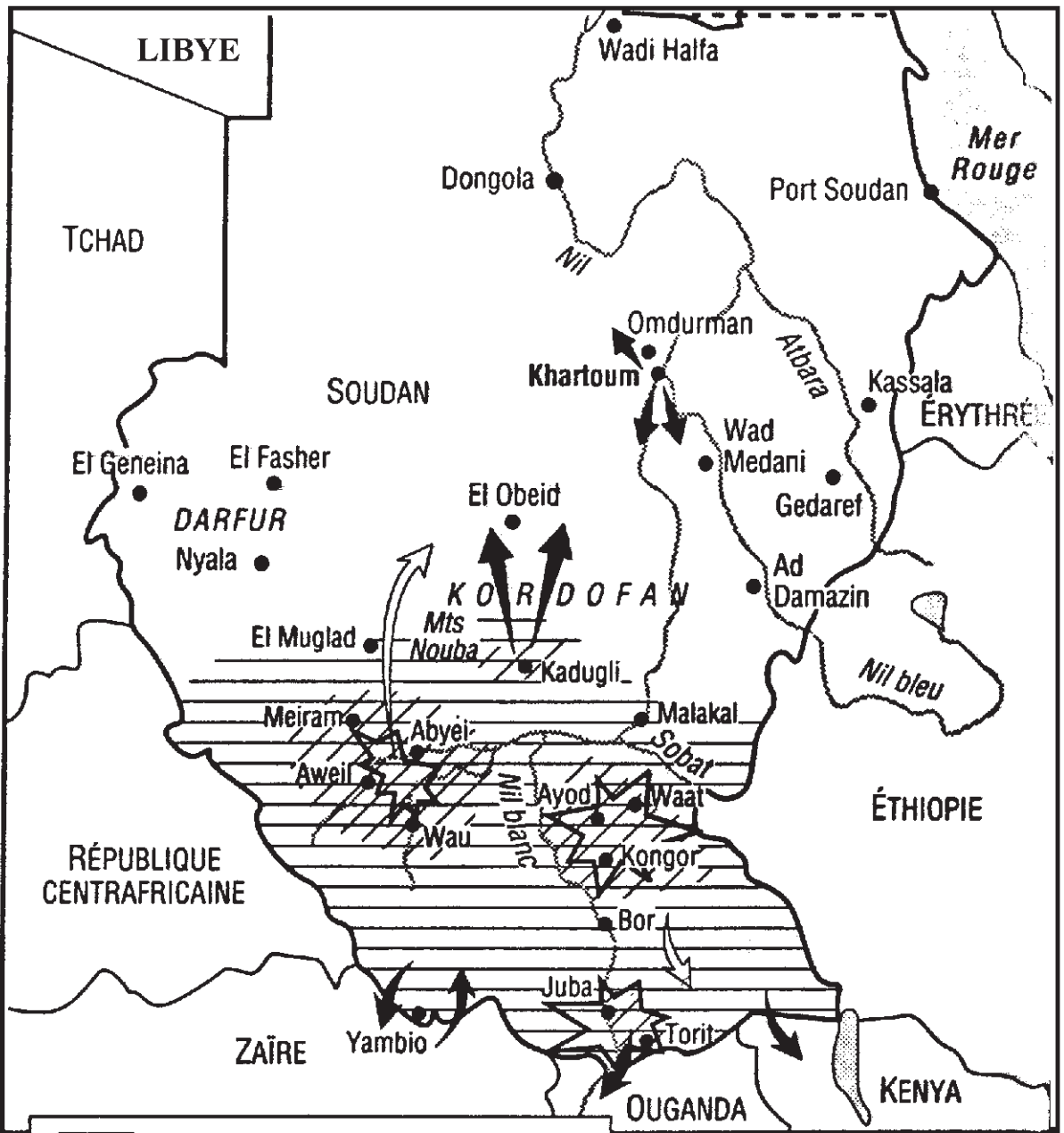
Si une conscience identitaire forte subsiste, on voit qu'elle se modifie; elle n'est plus ancrée à un territoire unique, mais plutôt à des combinaisons spatiales et mentales qui sont autant de constructions individuelles ou collectives, souples et mobiles, qui mettent en jeu toutes les aptitudes à la survie et à la recombinaison de nouvelles identités.



[Retour au texte](#)

Carte n° 2
La cuvette du Haut-Nil :
territoires des clans Nuer et Dinka

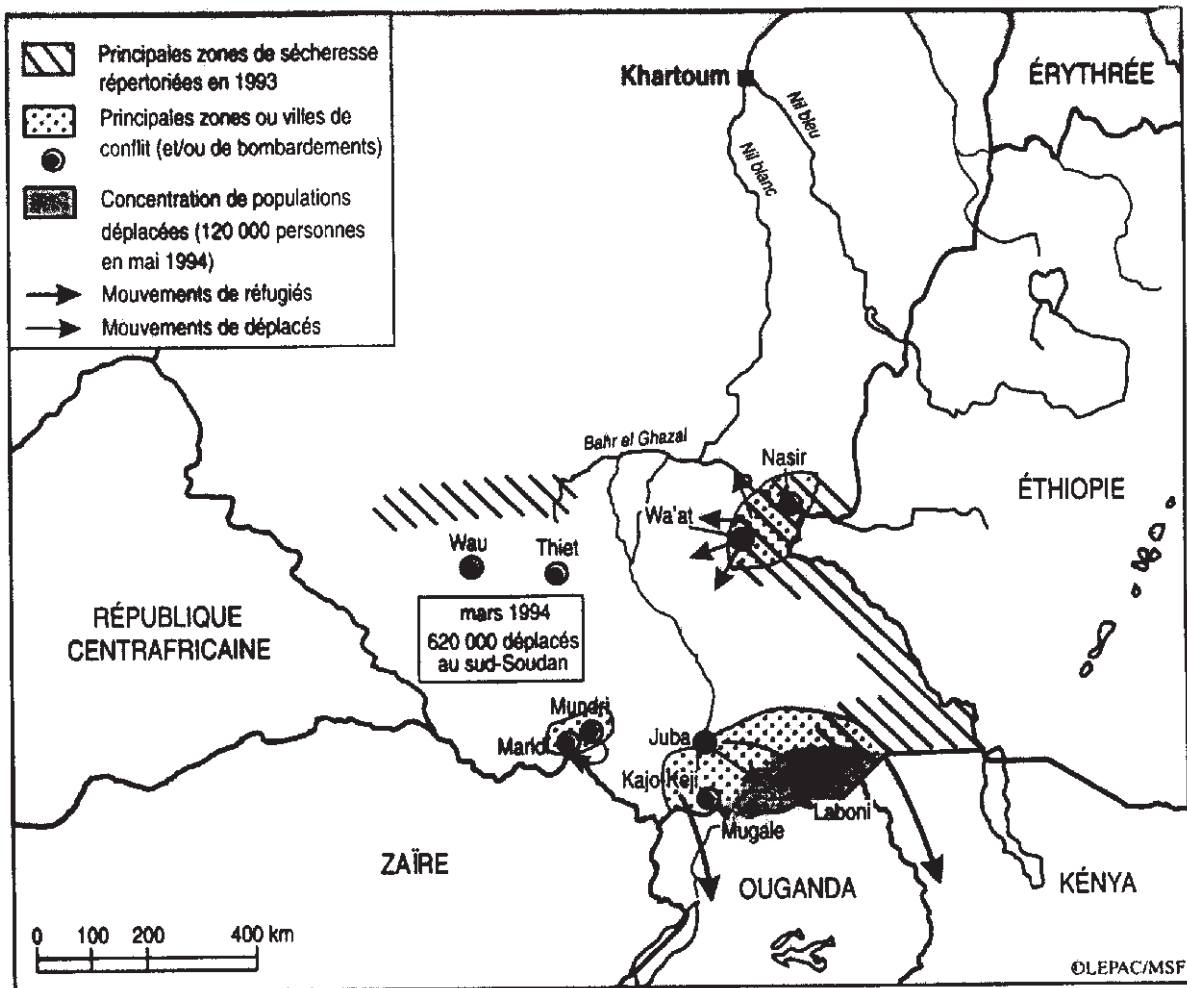




Source : MSF

carte n° 3

Zones de guerre et mouvements de population au Sud-Soudan 1990-1996



carte n° 4

La situation militaro-humanitaire au Sud-Soudan en 1994

Sources : MSF, FEWS (US AID).

[Retour au texte](#)

